

LOI N° 3924 DU 26 JUILLET 1961(\*)

Concernant les monuments archéologiques et préhistoriques

Le Congrès national a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi suivante :

Article premier. Tous les monuments archéologiques ou préhistoriques situés sur le territoire national ainsi que tous les éléments constitutifs de ces monuments sont placés sous la garde et la protection des autorités publiques, conformément aux dispositions de l'article 175 de la Constitution fédérale.

Paragraphe unique. La propriété du sol régie par le droit civil n'inclut pas celle des dépôts archéologiques ou préhistoriques ou des objets qu'ils contiennent, conformément aux dispositions de l'article 152 de ladite Constitution.

Article 2. Sont considérés comme monuments archéologiques ou préhistoriques :

- (a) les dépôts de toute nature, origine ou destination offrant des témoignages de la culture des Paléo-Amérindiens du Brésil, tels que sambaquis, tertres artificiels ou remblais, fosses funéraires, tombes, terrassements, vestiges de palafittes et tous autres dépôts non spécifiés ici auxquels l'autorité compétente attribue une importance égale ;
- (b) les sites contenant des traces concrètes d'une occupation paléo-amérindienne tels que grottes, cavernes et abris rupestres ;
- (c) les sites identifiés comme cimetières, sépultures, lieux d'établissement prolongé, points de halte ou abris contenant des vestiges humains d'intérêt archéologique ou paléo-ethnographique ;
- (d) les inscriptions rupestres, sillons creusés par le polissage d'ustensiles et autres témoignages de l'activité des Paléo-Amérindiens.

Article 3. Il est interdit sur tout le territoire national d'utiliser à des fins lucratives, de détruire ou de mutiler à quelque fin que ce soit les dépôts archéologiques ou préhistoriques tels que sambaquis et autres amas de détritiques et de coquilles ainsi que les sites, inscriptions et objets énumérés aux alinéas (b), (c) et (d) de l'article précédent, avant qu'ils n'aient été dûment examinés, étant entendu que sont respectées les concessions antérieures encore en vigueur.

Article 4. Toute personne physique ou morale qui, à la date de la publication de la présente loi, procède déjà à l'exploration de dépôts archéologiques ou préhistoriques à des fins lucratives ou non doit signaler cette activité à la direction du patrimoine historique et artistique national dans un délai de 60 jours aux fins d'examen, d'enregistrement, d'inspection et de protection des intérêts de la science, sous peine d'une amende de 10.000 à 50.000 cruzeiros.

\* Publiée au Journal officiel du 27 juillet 1961

(Traduction non officielle préparée par l'Unesco).

Article 5. Tout acte entraînant la destruction ou la mutilation des monuments visés à l'article 2 de la présente loi sera considéré comme un délit à l'encontre du patrimoine national et puni en tant que tel des sanctions énoncées dans le Code pénal.

Article 6. Conformément au Code minier, priorité est donnée à l'étude et à l'utilisation éventuelle des dépôts classés comme sambaquis signalés au gouvernement de l'Union par l'intermédiaire de la direction du patrimoine historique et artistique national conformément à l'article 4 et classés selon les dispositions de l'article 27 de la présente loi.

Article 7. Tout dépôt archéologique ou préhistorique qui n'a pas été signalé et classé conformément aux dispositions des articles 4 et 6 de la présente loi est considéré, à tous égards, comme appartenant à l'Union.

## CHAPITRE II

### FOUILLES ARCHEOLOGIQUES EFFECTUEES PAR DES PARTICULIERS

Article 8. Le droit d'effectuer des fouilles archéologiques sur des terrains relevant du domaine public ou privé est subordonné à l'autorisation du gouvernement de l'Union, donnée par l'intermédiaire de la direction du patrimoine historique et artistique national. Le propriétaire ou l'occupant du sol est tenu de respecter ce droit.

Article 9. La demande d'autorisation doit être adressée à la direction du patrimoine historique et artistique national, accompagnée d'indications précises concernant le lieu, l'ampleur et la durée approximative des travaux prévus, ainsi que de preuves de la capacité technique, scientifique et financière du demandeur et du nom du responsable des travaux.

Paragraphe unique. Si le terrain où se trouve le dépôt fait l'objet d'une copropriété, l'autorisation ne peut être demandée que par l'administrateur ou le représentant des actionnaires élu conformément aux dispositions du Code civil.

Article 10. Le permis revêt la forme d'un arrêté du Ministère de l'éducation et de la culture, transcrit sur le registre pertinent de la direction du patrimoine historique et artistique national et stipulant les conditions dans lesquelles les fouilles et les études doivent être effectuées.

Article 11. Si les fouilles et les études doivent être effectuées sur un terrain n'appartenant pas au demandeur, le consentement écrit du propriétaire du terrain ou de la personne qui exerce le droit de propriété doit être joint à la demande.

Paragraphe 1. Les fouilles doivent être exécutées sous le contrôle du titulaire du permis qui est responsable civilement, pénalement et administrativement de tout préjudice causé au patrimoine national ou à des tiers.

Paragraphe 2. Les fouilles doivent être exécutées conformément aux conditions stipulées dans le permis. Le responsable des travaux ne peut en aucun cas empêcher l'inspection des travaux par un agent spécialement désigné par la direction du patrimoine historique et artistique national lorsque cette inspection est jugée opportune.

Paragraphe 3. Le titulaire du permis est tenu de soumettre à la direction du patrimoine historique et artistique national un rapport trimestriel sur l'état d'avancement des travaux, ainsi que de signaler immédiatement tout événement exceptionnel afin que les mesures appropriées puissent être prises.

Article 12. Le Ministre de l'éducation et de la culture peut retirer le permis accordé si :

- (a) les dispositions de la présente loi ou du permis ne sont pas respectées ;
- (b) les travaux sont suspendus pendant plus de douze mois, sauf cas de force majeure dûment prouvé ;
- (c) les dispositions du paragraphe 3 de l'article précédent ne sont pas respectées.

Paragraphe unique. Dans aucun des cas énumérés ci-dessus, le titulaire du permis n'a droit à une indemnisation pour les dépenses qu'il a encourues.

### CHAPITRE III

#### FOUILLES ARCHEOLOGIQUES EFFECTUEES PAR DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES SPECIALISEES DE L'UNION, DES ETATS ET DES MUNICIPALITES

Article 13. L'Union, de même que, sous réserve d'autorisation fédérale, les Etats et les Municipalités, peuvent procéder à des fouilles et à des recherches archéologiques et préhistoriques sur des terrains constituant des propriétés privées, à l'exception des terrains entourés de murs où sont construits des bâtiments résidentiels.

Paragraphe unique. A défaut d'accord amiable avec le propriétaire du terrain où se trouve le dépôt, le site est déclaré d'utilité publique et son occupation autorisée pour la durée nécessaire à l'exécution des études, conformément à l'article 36 du Décret-loi n° 3365 du 21 juin 1941.

Article 14. En cas d'occupation temporaire du terrain en vue de l'exécution des fouilles concernant des dépôts déclarés d'utilité publique, il doit être dressé avant le début des travaux un procès-verbal décrivant avec précision l'état des lieux.

Paragraphe 1. Les études terminées, les lieux doivent dans la mesure du possible être rétablis en leur état antérieur.

Paragraphe 2. Au cas où les fouilles entraînent la destruction d'un aspect quelconque du site, l'obligation stipulée au paragraphe 1 ne s'applique que s'il est prouvé que l'aspect en question offrait au propriétaire des avantages incontestables.

Article 15. Dans des cas particuliers et si les dépôts revêtent une importance archéologique exceptionnelle, il peut être décidé d'exproprier l'immeuble ou une partie de celui-ci pour cause d'utilité publique, conformément à l'article 5 (K) et (L) du Décret-loi n° 3365 du 21 juin 1941.

Article 16. Aucun organe de l'administration fédérale, des Etats ou des Municipalités, même dans les cas visés à l'article 28 de la présente loi, ne peut

effectuer de fouilles archéologiques ou préhistoriques sans en avoir préalablement avisé la direction du patrimoine historique et artistique national aux fins d'inscription sur le registre des dépôts archéologiques.

Paragraphe unique. Cette notification doit préciser le lieu, le type ou la désignation du dépôt, le nom du spécialiste chargé des fouilles et les indices qui ont dicté le choix du site. Un rapport succinct indiquant les résultats obtenus et la destination du matériel prélevé doit être fourni ultérieurement.

#### CHAPITRE IV

##### DECOUVERTES FORTUITES

Article 17. La possession et la sauvegarde des biens de nature archéologique ou préhistorique constituent, en principe, un droit immanent de l'Etat.

Article 18. La découverte fortuite de tout élément d'intérêt archéologique, préhistorique, historique, artistique ou numismatique doit immédiatement être déclarée à la direction du patrimoine historique et artistique national ou aux organes officiels compétents par l'auteur de la découverte ou le propriétaire du terrain sur lequel elle a eu lieu.

Paragraphe unique. Le propriétaire ou l'occupant du terrain sur lequel a eu lieu la découverte est responsable de la conservation provisoire de l'objet découvert, en attendant que la direction du patrimoine historique et artistique national prenne une décision.

Article 19. Tout manquement à l'obligation imposée aux termes de l'article précédent entraînera la saisie sommaire de l'objet découvert, sans préjudice de la responsabilité de l'inventeur en cas de dommage causé du fait de cette omission au patrimoine national.

#### CHAPITRE V

##### TRANSFERT A L'ETRANGER D'OBJETS D'INTERET ARCHEOLOGIQUE, PREHISTORIQUE, HISTORIQUE, NUMISMATIQUE OU ARTISTIQUE

Article 20. Nul objet d'intérêt archéologique, préhistorique, numismatique ou artistique ne peut être transféré à l'étranger sans l'autorisation expresse de la direction du patrimoine historique et artistique national. Cette autorisation revêt la forme d'un permis de sortie sur lequel sont dûment désignés les objets devant être transférés.

Article 21. Toute infraction aux dispositions de l'article précédent sera punie par la saisie sommaire de l'objet, sans préjudice des autres peines que pourra encourir le coupable.

Paragraphe unique. Tout objet saisi en vertu du présent article sera remis à la direction du patrimoine historique et artistique national.

#### CHAPITRE VI

##### DISPOSITIONS GENERALES

Article 22. Une fois achevée leur étude scientifique, les dépôts visés par la présente loi peuvent faire l'objet d'une exploitation économique selon les

modalités et conditions stipulées dans le Code minier, sous réserve de l'avis favorable de la direction du patrimoine historique et artistique national ou de l'organe officiel compétent.

Paragraphe unique. Chaque fois que cela est possible ou opportun, une part significative de chaque dépôt est conservée comme échantillon et protégée par les moyens appropriés.

Article 23. Le conseil de contrôle des missions artistiques et scientifiques transmet à la direction du patrimoine historique et artistique national toute demande présentée par un scientifique étranger en vue d'effectuer des fouilles archéologiques ou préhistoriques dans le pays.

Article 24. Aucune autorisation d'explorer ou de fouiller des dépôts de calcaire coquillier ayant le caractère de monuments archéologiques ou préhistoriques ne peut être délivrée sans examen préalable de la question par la Direction du patrimoine historique et artistique national.

Article 25. Quiconque effectue des fouilles archéologiques ou préhistoriques en infraction à des dispositions de la présente loi sera puni d'une amende de 5.000 à 50.000 cruzeiros, sans préjudice de la saisie sommaire et de la confiscation au profit du patrimoine national de tous les objets et matériels trouvés sur le site.

Article 26. En vue d'assurer une meilleure application de la présente loi, la direction du patrimoine historique et artistique national peut solliciter la collaboration d'organismes fédéraux, d'Etat et municipaux ainsi que d'institutions ayant, entre autres objectifs spécifiques, celui d'étudier et de protéger les monuments archéologiques et préhistoriques.

Article 27. La direction du patrimoine historique et artistique national tient un registre des monuments archéologiques du Brésil sur lequel sont inscrits tous les dépôts déclarés conformément aux dispositions de la présente loi ou dont l'existence a été connue d'une autre manière.

Article 28. Les attributions conférées au Ministère de l'éducation et de la culture aux fins de l'application de la présente loi peuvent être déléguées à tout organe de la fédération disposant de services techniques et administratifs spécialement organisés pour assurer la garde, la préservation et l'étude des dépôts archéologiques et préhistoriques, ainsi que de ressources suffisantes pour assurer le financement et la bonne marche des travaux.

Paragraphe unique. Dans le cas du présent article, le produit des amendes prononcées et des saisies de matériel opérées légalement sera versé au service d'Etat chargé de la préservation et de l'étude de ces monuments.

Article 29. Quiconque aura enfreint la présente loi sera puni des peines stipulées aux articles 163 à 167 du Code pénal selon les circonstances du délit, sans préjudice des autres peines qui pourront être prononcées.

Article 30. Dans un délai de 120 jours à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'Exécutif publiera la réglementation jugée nécessaire à sa bonne application.



Article 31. La présente loi entrera en vigueur à la date de sa publication, et toutes les dispositions qui lui sont contraires seront abrogées à compter de cette même date.

Brasilia, le 26 juillet 1961.

JANIO QUADROS

Brígido Tinoco

Oscar Pedroso Horta

Clemente Mariani

João Agripino